

Boutros-Ghali a l'appui de pays africains

Reuters, 11 mai 1994

PARIS, 11 mai, Reuter - Plusieurs pays africains sont prêts à mettre des troupes à la disposition des Nations unies pour intervenir au Rwanda, a déclaré mercredi le secrétaire général de l'Onu, Boutros Boutros-Ghali.

“Je peux citer le Ghana, le Nigéria, qui m'ont déjà donné des réponses positives, et la Tanzanie”, a-t-il dit à des journalistes après un entretien de 40 minutes avec le Premier ministre français, Edouard Balladur.

“J'ai écrit des lettres à une quarantaine de chefs d'Etat africains qui ont participé à des opérations de maintien de la paix et j'espère avoir le nombre nécessaire de troupes, ainsi que le support des membres du Conseil de sécurité, que ce soit un support logistique ou un support financier”, a-t-il ajouté.

Un rapport présenté mardi au conseil de sécurité de l'Onu recommande l'envoi d'au moins 5.500 casques bleus au Rwanda pour y soutenir les opérations d'aide aux populations chassées de chez elles par la guerre civile qui fait rage depuis un mois.

Boutros Boutros-Ghali a cependant souligné que ce n'était encore qu'une évaluation de ses services à New York et qu'il voulait encore étudier la question.

Le secrétaire général de l'Onu, qui a assisté mardi à la prestation de serment du nouveau président sud-africain, Nelson Mandela, a dit qu'il avait eu une “réunion de travail” à Pretoria avec le vice-président des Etats-Unis, Al Gore, et le président tanzanien, Ali Hassan Mwinyi.

“Nous avons discuté différentes modalités pour aider d'abord les réfugiés et pour essayer d'arrêter le génocide qui a lieu au Rwanda”, a-t-il déclaré. “Je pense que, dans les prochains jours, le Conseil de sécurité pourra adopter des mesures”.

A propos du mandat qui sera donné aux casques bleus, il a précisé : “Nous allons demander un mandat qui serait dans le cadre d'une action humanitaire”.

En raison de la violence des combats, le Conseil de sécurité a initialement réduit à moins de 300 hommes sa force de maintien de la paix au Rwanda. Mais Boutros Boutros-Ghali a décliné toute responsabilité concernant cette décision.

“C'est le Conseil de sécurité qui décide. J'ai présenté un rapport au Conseil de sécurité proposant au contraire d'augmenter le nombre des forces. C'est la première option que j'ai proposée”, a-t-il dit. “Ce n'est pas moi qui décide, ce sont les Etats membres”. /EJ

(c) Reuters Limited 1994